



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 14.12.2022  
C(2022) 9139 final

ANNEXES 1 to 4

## ANNEXES

au

### **RÈGLEMENT (UE) .../... DE LA COMMISSION**

**déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne**

{SEC(2022) 441 final} - {SWD(2022) 408 final} - {SWD(2022) 409 final}

**ANNEXE I**  
**Petites et moyennes entreprises (PME)**

1.       Entreprise

Est considérée comme entreprise toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique. Sont notamment considérées comme telles les entités exerçant une activité artisanale ou d'autres activités à titre individuel ou familial, les sociétés de personnes ou les associations qui exercent régulièrement une activité économique.

2.       Effectif et seuils financiers définissant les catégories d'entreprises

2.1. La catégorie des micro, petites et moyennes entreprises «PME» est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'EUR ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'EUR.

2.2. Dans la catégorie des PME, une petite entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel et/ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'EUR.

2.3. Dans la catégorie des PME, une micro-entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel et/ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions d'EUR.

3.       Types d'entreprises pris en considération pour le calcul de l'effectif et des montants financiers

3.1. Est une «entreprise autonome» toute entreprise qui n'est pas qualifiée comme entreprise partenaire au sens du point 3.2 ou comme entreprise liée au sens du point 3.3.

3.2. Sont des «entreprises partenaires» toutes les entreprises qui ne sont pas qualifiées comme entreprises liées au sens du point 3.3 et entre lesquelles existe la relation suivante: une entreprise (entreprise en amont) détient, seule ou conjointement avec une ou plusieurs entreprises liées au sens du point 3.3, 25 % ou plus du capital ou des droits de vote d'une autre entreprise (entreprise en aval).

Toutefois, une entreprise peut être qualifiée d'autonome, donc n'ayant pas d'entreprises partenaires, même si le seuil de 25 % est atteint ou dépassé, lorsqu'on est en présence des catégories d'investisseurs suivants, et à la condition que ceux-ci ne soient pas, à titre individuel ou conjointement, liés au sens du paragraphe 3 avec l'entreprise concernée:

- a) sociétés publiques de participation, sociétés de capital à risque, personnes physiques ou groupes de personnes physiques ayant une activité régulière d'investissement en capital à risque (business angels) qui investissent des fonds propres dans des entreprises non cotées en bourse, pourvu que le total de l'investissement desdits business angels dans une même entreprise n'excède pas 1 250 000 EUR;
- b) universités ou centres de recherche à but non lucratif;

- c) investisseurs institutionnels, y compris les fonds de développement régional;
- d) autorités locales autonomes ayant un budget annuel inférieur à 10 000 000 EUR et moins de 5 000 habitants.

3.3. Sont des «entreprises liées» les entreprises qui entretiennent entre elles l'une ou l'autre des relations suivantes:

- a) une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise;
- b) une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise;
- c) une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci;
- d) une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

Il y a présomption qu'il n'y a pas d'influence dominante, dès lors que les investisseurs énoncés au point 3.2 ne s'immiscent pas directement ou indirectement dans la gestion de l'entreprise considérée, sans préjudice des droits qu'ils détiennent en leur qualité d'actionnaires ou d'associés.

Les entreprises qui entretiennent l'une ou l'autre des relations visées au premier alinéa à travers une ou plusieurs autres entreprises, ou avec des investisseurs visés au point 3.2, sont également considérées comme liées.

Les entreprises qui entretiennent l'une ou l'autre de ces relations à travers une personne physique ou un groupe de personnes physiques agissant de concert, sont également considérées comme entreprises liées pour autant que ces entreprises exercent leurs activités ou une partie de leurs activités dans le même marché en cause ou dans des marchés contigus.

Est considéré comme «marché contigu» le marché d'un produit ou service se situant directement en amont ou en aval du marché en cause.

3.4. Hormis les cas visés au point 3.2, deuxième alinéa, une entreprise ne peut pas être considérée comme une PME si 25 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote sont contrôlés, directement ou indirectement, par un ou plusieurs organismes publics ou collectivités publiques, à titre individuel ou conjointement.

3.5. Les entreprises peuvent établir une déclaration relative à leur qualification d'entreprise autonome, partenaire ou liée, ainsi qu'aux données relatives aux seuils énoncés au point 2. Cette déclaration peut être établie même si la dispersion du capital ne permet pas de savoir précisément qui le détient, l'entreprise déclarant de bonne foi qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par des entreprises liées entre elles. De telles déclarations sont effectuées sans préjudice des contrôles ou vérifications prévus par les réglementations nationales ou de l'Union.

4. Données à retenir pour le calcul de l'effectif et des montants financiers et période de référence
- 4.1. Les données retenues pour le calcul de l'effectif et des montants financiers sont celles afférentes au dernier exercice comptable clôturé et sont calculées sur une base annuelle. Elles sont prises en compte à partir de la date de clôture des comptes. Le montant du chiffre d'affaires retenu est calculé hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et hors autres droits ou taxes indirects.
- 4.2. Lorsqu'une entreprise, à la date de clôture des comptes, constate un dépassement dans un sens ou dans un autre et sur une base annuelle, des seuils de l'effectif ou des seuils financiers énoncés au point 2, cette circonstance ne lui fait acquérir ou perdre la qualité de moyenne, petite ou microentreprise que si ce dépassement se produit pour deux exercices consécutifs.
- 4.3. Dans le cas d'une entreprise nouvellement créée et dont les comptes n'ont pas encore été clôturés, les données à considérer font l'objet d'une estimation de bonne foi en cours d'exercice.

## 5. L'effectif

L'effectif correspond au nombre d'unités de travail par année (UTA), c'est-à-dire au nombre de personnes ayant travaillé dans l'entreprise considérée ou pour le compte de cette entreprise à temps plein pendant toute l'année considérée. Le travail des personnes n'ayant pas travaillé toute l'année, ou ayant travaillé à temps partiel, quelle que soit sa durée, ou le travail saisonnier, est compté comme fractions d'UTA. L'effectif est composé:

- a) des salariés;
- b) des personnes travaillant pour cette entreprise, ayant un lien de subordination avec elle et assimilées à des salariés au regard du droit national;
- c) des propriétaires exploitants;
- d) des associés exerçant une activité régulière dans l'entreprise et bénéficiant d'avantages financiers de la part de l'entreprise.

Les apprentis ou étudiants en formation professionnelle bénéficiant d'un contrat d'apprentissage ou de formation professionnelle ne sont pas comptabilisés dans l'effectif. La durée des congés de maternité ou congés parentaux n'est pas comptabilisée.

## 6. Détermination des données de l'entreprise

- 6.1. Dans le cas d'une entreprise autonome, la détermination des données, y compris de l'effectif, s'effectue uniquement sur la base des comptes de cette entreprise.
- 6.2. Les données, y compris l'effectif, d'une entreprise ayant des entreprises partenaires ou liées, sont déterminées sur la base des comptes et autres données de l'entreprise, ou — s'ils existent — des comptes consolidés de l'entreprise, ou des comptes consolidés dans lesquels l'entreprise est reprise par consolidation.

Aux données visées au premier alinéa sont agrégées les données des éventuelles entreprises partenaires de l'entreprise considérée, situées immédiatement en amont ou en aval de celle-ci. L'agrégation est proportionnelle au pourcentage de participation au capital ou des droits de vote (le plus élevé de ces deux pourcentages). En cas de participation croisée, le plus élevé de ces pourcentages s'applique.

Aux données visées aux premier et deuxième alinéas sont ajoutées 100 % des données des éventuelles entreprises directement ou indirectement liées à l'entreprise considérée et qui n'ont pas déjà été reprises dans les comptes par consolidation.

### 6.3. Pour l'application du point 6.2:

- a) les données des entreprises partenaires de l'entreprise considérée résultent de leurs comptes et autres données, consolidés s'ils existent. À celles-ci sont agrégées 100 % des données des entreprises liées à ces entreprises partenaires, sauf si leurs données ont déjà été reprises par consolidation;
- b) les données des entreprises liées à l'entreprise considérée résultent de leurs comptes et autres données, consolidés s'ils existent. À celles-ci sont agrégées proportionnellement les données des éventuelles entreprises partenaires de ces entreprises liées, situées immédiatement en amont ou en aval de celles-ci, si elles n'ont pas déjà été reprises dans les comptes consolidés dans une proportion au moins équivalente au pourcentage défini au point 6.2.

6.4. Lorsque les comptes consolidés ne font pas apparaître l'effectif d'une entreprise donnée, le calcul de celui-ci s'effectue en agréant de façon proportionnelle les données relatives aux entreprises avec lesquelles cette entreprise est partenaire, et par addition de celles relatives aux entreprises avec lesquelles elle est liée.

## **ANNEXE II**

### **Informations concernant les aides d'État exemptées au titre du présent règlement**

#### **PARTIE I**

**à fournir au moyen du système de notification électronique de la Commission comme prévu à l'article 11**

<b>Numéro de l'aide</b>	<i>(à compléter par la Commission)</i>	
<b>État membre</b>		
<b>Numéro de référence de l'État membre</b>		
<b>Région</b>	<b>Nom de la région ou des régions [NUTS<sup>(1)</sup>]</b>  .....	<input type="checkbox"/> régions ultrapériphériques <input type="checkbox"/> îles grecques isolées <input type="checkbox"/> îles croates de Dugi Otok, Vis, Mljet et Lastovo <input type="checkbox"/> autres
<b>Autorité chargée de l'octroi</b>	<b>Nom</b>	
	<b>Adresse postale</b>	
	<b>Adresse internet</b>	
<b>Intitulé de la mesure d'aide</b>		
<b>Base juridique nationale (référence à la publication au journal officiel national)</b>		

<sup>1</sup> NUTS — Nomenclature des unités territoriales statistiques. En règle générale, la région est classée au niveau 2.

Lien vers le texte exhaustif de la mesure d'aide			
Type de mesure	<input type="checkbox"/> Régime		
	<input type="checkbox"/> Aide ad hoc	Nom du bénéficiaire et du groupe <sup>(2)</sup> auquel il appartient	
Modification d'un régime d'aides ou d'une aide ad hoc existant(e)		Numéro de l'aide attribué par la Commission	
	<input type="checkbox"/> Prorogation		
	<input type="checkbox"/> Modification		
Durée <sup>(3)</sup>	<input type="checkbox"/> Régime	du jj/mm/aaaa au jj/mm/aaaa	
Date d'octroi	<input type="checkbox"/> Aide ad hoc	jj/mm/aaaa	
Secteur(s) économique(s) concerné(s)	<input type="checkbox"/> Tous les secteurs économiques admissibles au bénéfice de l'aide		
	<input type="checkbox"/> Aide limitée à certains secteurs: veuillez préciser au niveau du groupe de la NACE <sup>(4)</sup>		
Type de bénéficiaire	<input type="checkbox"/> PME		
	<input type="checkbox"/> Grandes entreprises		

<sup>2</sup> On entend par «entreprise» aux fins des règles de concurrence énoncées dans le traité et du présent règlement, toute entité exerçant une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement. La Cour de justice a précisé que des entités contrôlées (en droit ou en fait) par la même entité devraient être considérées comme constituant une seule et même entreprise.

<sup>3</sup> Période pendant laquelle l'autorité d'octroi peut s'engager à octroyer l'aide.

<sup>4</sup> NACE Rév. 2 — nomenclature statistique des activités économiques dans l'Union européenne. En règle générale, le secteur est précisé au niveau du groupe.

<b>Budget</b>	<b>Montant annuel total du budget prévu au titre du régime<sup>(5)</sup></b>	<b>Monnaie nationale..... (sans décimale)</b>	
	<b>Montant total de l'aide ad hoc octroyée à l'entreprise<sup>(6)</sup></b>	<b>Monnaie nationale..... (sans décimale)</b>	
	<input type="checkbox"/> Pour les garanties <sup>(7)</sup>	<b>Monnaie nationale..... (sans décimale)</b>	
<b>Instrument d'aide</b>	<input type="checkbox"/> Subvention/Bonification d'intérêts		
	<input type="checkbox"/> Services subventionnés		
	<input type="checkbox"/> Prêt/Avances récupérables		
	<input type="checkbox"/> Garantie [le cas échéant, avec référence à la décision de la Commission <sup>(8)</sup> ]		
	<input type="checkbox"/> Avantage fiscal ou exonération de taxation		
	<input type="checkbox"/> Autres (à préciser)		
	<p><b>Veillez indiquer laquelle des grandes catégories ci-dessous conviendrait le mieux en termes d'effets/fonction:</b></p> <p><input type="checkbox"/> Subvention</p> <p><input type="checkbox"/> Services subventionnés <input type="checkbox"/> Prêt</p> <p><input type="checkbox"/> Garantie</p> <p><input type="checkbox"/> Avantage fiscal</p>		
<b>Si cofinancement par un/des fonds de l'Union</b>	<b>Nom du/des fonds de l'Union</b>	<b>Montant du financement (par fonds de l'UE)</b>	<b>Monnaie nationale. (sans décimale)</b>

<sup>5</sup> Dans le cas d'un régime d'aides: veuillez indiquer le montant annuel total du budget prévu au titre du régime ou une estimation des pertes fiscales par an pour tous les instruments d'aide contenus dans ce régime.

<sup>6</sup> En cas d'octroi d'une aide ad hoc: veuillez indiquer le montant total de l'aide/des pertes fiscales.

<sup>7</sup> Pour les garanties, veuillez indiquer le montant (maximal) des prêts garantis.

<sup>8</sup> Le cas échéant, référence à la décision de la Commission approuvant la méthode de calcul de l'équivalent-subvention brut, conformément à l'article 5, paragraphe 2, point c), du règlement.

## PARTIE II

### à fournir au moyen du système de notification de la Commission comme prévu à l'article 11

Veillez indiquer la disposition du RECP au titre de laquelle la mesure d'aide est mise en œuvre.

<input type="checkbox"/> Aides à l'innovation dans le secteur de la pêche (article 15)
<input type="checkbox"/> Aides aux services de conseil (article 16)
<input type="checkbox"/> Aides aux partenariats entre scientifiques et pêcheurs (article 17)
<input type="checkbox"/> Aides visant à promouvoir le capital humain et le dialogue social (article 18)
<input type="checkbox"/> Aides visant à faciliter la diversification et les nouvelles formes de revenus (article 19)
<input type="checkbox"/> Aides en faveur de la première acquisition d'un navire de pêche (article 20)
<input type="checkbox"/> Aides visant à améliorer la santé, la sécurité et les conditions de travail des pêcheurs (article 21)
<input type="checkbox"/> Aides en faveur du paiement des primes d'assurance et des contributions financières à des fonds de mutualisation (article 22)
<input type="checkbox"/> Aides aux systèmes de répartition des possibilités de pêche (article 23)
<input type="checkbox"/> Aides visant à limiter l'incidence de la pêche sur le milieu marin et à adapter la pêche à la protection des espèces (article 24)
<input type="checkbox"/> Aides à l'innovation liée à la conservation des ressources biologiques de la mer (article 25)
<input type="checkbox"/> Aides en faveur de la protection et du rétablissement de la biodiversité et des écosystèmes marins ainsi que des régimes de compensation dans le cadre d'activités de pêche durables (article 26)
<input type="checkbox"/> Aides visant à améliorer l'efficacité énergétique et à atténuer les effets du changement climatique (article 27)
<input type="checkbox"/> Aides en faveur de la valeur ajoutée, de la qualité des produits et de l'utilisation des captures non désirées (article 28)
<input type="checkbox"/> Aides aux ports de pêche, aux sites de débarquement, aux halles de criée et aux abris (article 29)
<input type="checkbox"/> Aides en faveur de la pêche dans les eaux intérieures et de la faune et de la flore aquatiques dans les eaux intérieures (article 30)
<input type="checkbox"/> Aides à l'innovation dans le secteur de l'aquaculture (article 32)
<input type="checkbox"/> Aides aux investissements visant à accroître la productivité ou à avoir une incidence

positive sur l'environnement dans l'aquaculture (article 33)		
<input type="checkbox"/> Aides aux services de gestion, de remplacement et de conseil pour les exploitations aquacoles (article 34)		
<input type="checkbox"/> Aides visant à promouvoir le capital humain et la mise en réseau dans le secteur de l'aquaculture (article 35)		
<input type="checkbox"/> Aides visant à augmenter le potentiel des sites aquacoles (article 36)		
<input type="checkbox"/> Aides visant à encourager l'établissement de nouveaux entrepreneurs de l'aquaculture respectueux des principes du développement durable (article 37)		
<input type="checkbox"/> Aides à la conversion aux systèmes de management environnemental et d'audit et à l'aquaculture biologique (article 38)		
<input type="checkbox"/> Aides aux services environnementaux (article 39)		
<input type="checkbox"/> Aides en faveur de mesures de santé publique (article 40)		
<input type="checkbox"/> Aides en faveur de mesures relatives à la santé et au bien-être des animaux (article 41)		
<input type="checkbox"/> Aides visant à prévenir, contrôler et éradiquer les maladies (article 42)		
<input type="checkbox"/> Aides aux investissements visant à prévenir et à atténuer les dommages causés par les maladies animales (article 43)		
<input type="checkbox"/> Aides à l'assurance des élevages aquacoles (article 44)		
<input type="checkbox"/> Aides en faveur des mesures de commercialisation (article 45)		
<input type="checkbox"/> Aides à la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture (article 46)		
<input type="checkbox"/> Aides à la collecte, à la gestion, à l'utilisation et au traitement des données dans le secteur de la pêche (article 47)		
<input type="checkbox"/> Aides destinées à prévenir et à atténuer les dommages causés par les calamités naturelles (article 48)		
<input type="checkbox"/> Aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles (article 49)	Type de calamité naturelle:	<input type="checkbox"/> séisme <input type="checkbox"/> avalanche <input type="checkbox"/> glissement de terrain <input type="checkbox"/> inondation <input type="checkbox"/> tornade <input type="checkbox"/> ouragan <input type="checkbox"/> éruption volcanique <input type="checkbox"/> feu de végétation <input type="checkbox"/> autres Veuillez préciser: ....
	Date de survenance de la calamité naturelle	du jj/mm/aaaa au jj/mm/aaaa
<input type="checkbox"/> Aides destinées à prévenir et à atténuer les dommages causés par des phénomènes		

climatiques défavorables assimilables à une calamité naturelle (article 50)		
<input type="checkbox"/> Aides destinées à remédier aux dommages causés par des phénomènes climatiques défavorables assimilables à une calamité naturelle (article 51)	Type d'événement:	<input type="checkbox"/> gel <input type="checkbox"/> tempêtes <input type="checkbox"/> grêle <input type="checkbox"/> pluies abondantes ou persistantes <input type="checkbox"/> graves sécheresses <input type="checkbox"/> autres Veuillez préciser: .....
	Date à laquelle l'évènement survient	du jj/mm/aaaa au jj/mm/aaaa
<input type="checkbox"/> Aides destinées à prévenir et à atténuer les dommages causés par des animaux protégés (article 52)		
<input type="checkbox"/> Aides destinées à remédier aux dommages causés par des animaux protégés (article 53)		
<input type="checkbox"/> Aides en faveur des projets de DLAL (article 54)		
<input type="checkbox"/> Montants limités d'aides en faveur des projets de DLAL (article 55)		
<input type="checkbox"/> Exonérations et réductions fiscales accordées conformément à la directive 2003/96/CE (article 56)		
Motivation	Indiquer pourquoi il a été établi un régime d'aides d'État ou pourquoi une aide ad hoc a été octroyée plutôt qu'une aide au titre du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMP):  <input type="checkbox"/> mesure non couverte par le programme opérationnel national; <input type="checkbox"/> hiérarchisation des priorités pour l'affectation des fonds dans le cadre du programme opérationnel national; <input type="checkbox"/> financement n'étant plus disponible dans le cadre du FEAMP <input type="checkbox"/> autres (veuillez préciser): .....	

### **ANNEXE III**

#### **Dispositions concernant la publication d'informations visées à l'article 9, paragraphe 1**

Les États membres organisent leurs sites internet exhaustifs consacrés aux aides d'État, sur lesquels doivent être publiées les informations visées à l'article 9, paragraphe 1, de manière à permettre un accès aisé à celles-ci.

Les informations sont publiées sous la forme de feuilles de calcul rendant possibles la recherche, l'extraction et la publication aisée des données sur l'internet, par exemple au format CSV ou XML. Les sites internet sont accessibles, sans restriction, à toute partie intéressée. Aucune inscription préalable n'est nécessaire pour y accéder.

Conformément à l'article 9, paragraphe 1, point c), les informations ci-après concernant l'octroi d'aides individuelles sont publiées<sup>9</sup>:

- le nom du bénéficiaire;
- identifiant du bénéficiaire;
- le type d'entreprise (PME/grande entreprise) au moment de l'octroi de l'aide;
- région du bénéficiaire, au niveau NUTS II<sup>10</sup>;
- secteur d'activité au niveau du groupe NACE<sup>11</sup>;
- l'élément d'aide, exprimé en monnaie nationale, sans décimale<sup>12</sup>;
- l'instrument d'aide<sup>13</sup> (subvention/bonification d'intérêts, prêts/avances récupérables/subvention remboursable, garantie, avantage fiscal ou exonération fiscale, autres – à préciser);
- la date d'octroi;
- l'objectif de l'aide;
- l'autorité chargée de l'octroi;

<sup>9</sup> Compte tenu de l'intérêt légitime pour la transparence en ce qui concerne la communication d'informations au grand public, et après une mise en balance des besoins de transparence et des droits prévus par les règles en matière de protection des données, la Commission conclut que la publication du nom du bénéficiaire de l'aide, lorsque celui-ci est une personne physique ou une personne morale ayant pour nom celui d'une personne physique (voir l'affaire C-92/09, Volker und Markus Schecke et Eifert, point 53), est justifiée, eu égard à l'article 49, paragraphe 1, point g), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE. Les règles de transparence visent à garantir un meilleur respect des règles, une responsabilisation accrue, un examen par les pairs et, en définitive, des dépenses publiques plus efficaces. Cet objectif prévaut sur les droits en matière de protection des données des personnes physiques bénéficiant d'une aide publique.

<sup>10</sup> NUTS — Nomenclature des unités territoriales statistiques. En règle générale, la région est classée au niveau 2.

<sup>11</sup> Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1).

<sup>12</sup> Équivalent-subvention brut. Pour les régimes fiscaux, ce montant peut être communiqué selon les tranches fixées à l'article 9, paragraphe 2.

<sup>13</sup> Si l'aide est octroyée au moyen de plusieurs instruments d'aide différents, le montant d'aide est indiqué par instrument.

- le numéro de la mesure d'aide<sup>14</sup>.

#### **ANNEXE IV**

##### **Taux maximaux d'intensité de l'aide spécifiques**

Ligne	Catégorie spécifique d'opération	Taux maximaux d'intensité de l'aide
1.	Opérations ci-après contribuant à la mise en œuvre de l'obligation de débarquement visée à l'article 15 du règlement (UE) n° 1380/2013 <ul style="list-style-type: none"> <li>– opérations qui améliorent la sélectivité des engins de pêche au regard de la taille ou de l'espèce</li> <li>– opérations qui améliorent l'infrastructure des ports de pêche, des halles de criée, des sites de débarquement et des abris afin de faciliter le débarquement et le stockage des captures indésirées</li> <li>– opérations qui facilitent la commercialisation des captures indésirées débarquées provenant des stocks commerciaux conformément à l'article 8, paragraphe 2, point b), du règlement (UE) n° 1379/2013</li> </ul>	100 %  75 %  75 %
2.	Opérations visant à améliorer la santé, la sécurité et les conditions de travail à bord des navires de pêche	75 %
3.	Opérations situées dans les régions ultrapériphériques	85 %
4.	Opérations situées dans des îles grecques qui, conformément à la législation nationale, ont été qualifiées d'éloignées et dans les îles croates de Dugi Otok, Vis, Mljet et Lastovo	85 %
5.	Opérations liées à la petite pêche côtière	100 %
6.	Opérations qui répondent à l'ensemble des critères suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>i) être d'intérêt collectif;</li> <li>ii) avoir un bénéficiaire collectif;</li> <li>iii) présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public à leurs résultats</li> </ul>	100 %
7.	Opérations mises en œuvre par des organisations de producteurs, des	75 %

<sup>14</sup> Tel qu'attribué par la Commission selon la procédure électronique visée à l'article 11 du présent règlement.

	associations d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles	
8.	Opérations en faveur de l'aquaculture durable	60 %
9.	Opérations en faveur de produits, procédés ou équipements innovants dans le domaine de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation sur la base <i>de l'article 15, de l'article 25, de l'article 28, de l'article 30, de l'article 32, de l'article 33 et de l'article 36.</i>	75 %
10.	Opérations mises en œuvre par des organisations de pêcheurs ou par d'autres bénéficiaires collectifs	60 %
11.	Instruments financiers	100 %